

La folle et inefficace course aux armements des monarchies du Golfe

Marc Cher-Leparrain

Les monarchies du Golfe sont avant tout préoccupées par la préservation de leur régime et de leur identité propre, sans qu'il y ait une politique étrangère ou de défense commune

Les accords de défense conclus avec l'Occident sont contractés séparément, sans plus de cohérence globale, ni entre les monarchies, ni entre leurs partenaires occidentaux

Obnubilés par leurs faiblesses internes dans un environnement instable, ayant perdu confiance dans les USA et téta-nisés par l'Iran, les États du CCG empilent sans fin les armements

Les monarchies du Golfe forment un ensemble de six États disparates que de nombreuses différences séparent, comme leur superficie, leur situation géographique, leurs ressources humaines nationales, ou leur potentiel économique. Il est difficile de comparer l'Arabie saoudite et le Qatar, Koweït et Oman, Bahreïn et les Émirats arabes unis (EAU).

La population totale de l'Arabie saoudite est aujourd'hui de 30 millions d'habitants, dont 33 % d'étrangers, pour un PIB de 650 milliards de dollars. Les EAU ont une population totale de 8,3 millions d'habitants dont 88 % d'étrangers, pour un PIB de 362 milliards de dollars. Celle du Qatar est de 1,9 millions d'habitants, dont 80 % d'étrangers (380 000 Qatariens, soit l'équivalent de la ville provinciale française de Saint-Etienne), avec un PIB de 185 milliards de dollars. Le Koweït a une population totale de 2,7 millions dont environ 50 % d'étrangers et un PIB de 175 milliards de dollars. La population d'Oman est de 3,1 millions d'habitants dont 19 % d'étrangers, pour un PIB de 80 milliards de dollars. Bahreïn a une population totale de 1,3 millions d'habitants, dont 54 % d'étrangers, avec un PIB de 23 milliards de dollars.

La nature de ces régimes monarchiques est également disparate. L'Arabie saoudite est la seule véritable monarchie absolue. À l'opposé, le Koweït est une monarchie constitutionnelle dotée d'un Parlement élu au suffrage universel où s'expriment fortement des coa-

litions politiques et dont le premier ministre, responsable devant le Parlement, est de ce fait régulièrement renversé. Les autres monarchies du Conseil de Coopération du Golfe sont à mi-chemin entre ces deux extrêmes. À l'exception notable d'Oman, où l'ibadisme (branche de l'islam ni sunnite ni chiite, proche du kharijisme) est la religion officielle, toutes sont sunnites avec des populations très majoritairement sunnites, sauf celle de Bahreïn qui compte 65 % de chiites.

La menace iranienne

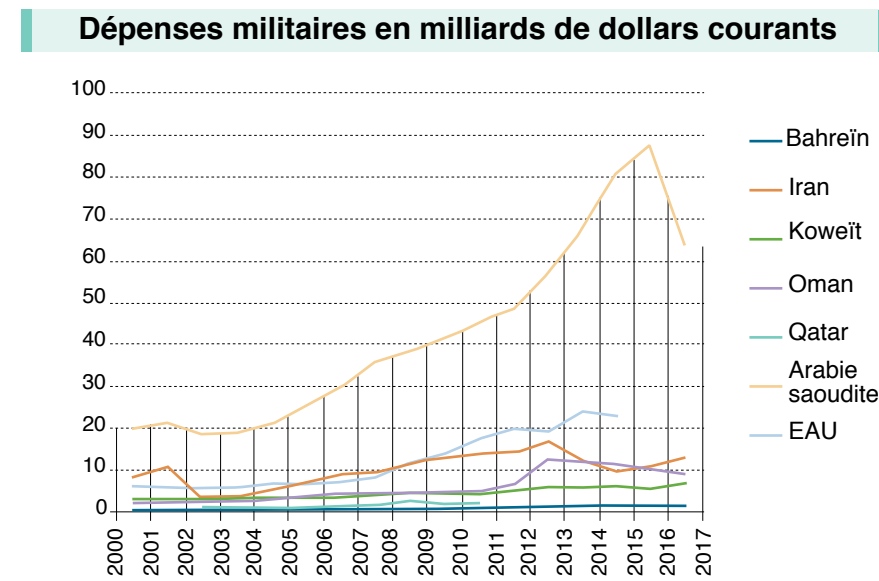
Le regroupement en 1981 de ces six États en un Conseil de Coopération du Golfe, sur initiative de l'Arabie saoudite et sur pression des États-Unis, avait davantage une raison d'être sécuritaire qu'économique. Il s'agissait de faire face aux conséquences de la révolution iranienne de 1979, suivie à partir de septembre 1980 par la guerre Iran-Irak et, fin décembre 1979, par le début de l'intervention soviétique en Afghanistan. Il s'agissait déjà également de resserrer les rangs pour se prémunir de déstabilisations internes liées aux profondes mutations socio-économiques de leurs sociétés et qui pouvaient être aiguillonnées de l'extérieur. Cependant, en dépit de l'accumulation de ces menaces, il n'y a pas eu de consensus ni sur une perception commune de celles-ci ni sur l'assistance militaire étrangère qui pouvait être nécessaire.

Aujourd'hui, plus de 35 ans après, alors que le Moyen-Orient est plus instable que jamais, ce consensus est toujours absent, aussi bien sur la perception des menaces et leur hiérarchie, que sur la politique de défense à suivre. Chacune de ces monarchies reste avant tout préoccupée par la préservation de son régime et de son identité propre. Autant la solidarité s'exerce face à des troubles intérieurs menaçant l'une ou l'autre des assises des familles régnantes et cela s'est vu en 2011 lors du *Printemps arabe* notamment pour Bahreïn, autant elle s'atténue et diverge face à l'extérieur, y compris face à l'Iran. S'il fallait faire un classement du plus hostile au moins hostile des États du Golfe envers l'Iran, ce serait l'Arabie saoudite, le Bahreïn et les EAU en tête, puis Koweït et Qatar au milieu, et enfin Oman en bout de spectre. Pour Oman, il ne saurait y avoir en effet d'alternative à une coexistence pacifique avec l'Iran et le Sultanat s'évertue à rester le plus possible en dehors de l'antagonisme virulent qui prévaut entre Riyad et Téhéran. Le Koweït, de son côté, craint davantage les conséquences de l'instabilité irakienne et le Qatar, dont la richesse vient d'un gisement gazier offshore partagé avec l'Iran, fait le grand écart entre son désir de bonnes relations avec l'Iran et les injonctions de ses pairs les plus hostiles à l'Iran que sont l'Arabie saoudite et les EAU. Pour mémoire, la monarchie bahreïnienne sunnite règne sur une population majoritairement chiite et s'abrite pour sa sécurité dans le giron saoudien.

On constate que la crise syrienne ne modifie pas drastiquement la qualité des relations prévalentes, par ailleurs, entre l'Iran et les monarchies de la Péninsule arabique. L'implication du Qatar derrière la rébellion syrienne a été dans la prolongation du soutien manifesté par cet émirat en Tunisie, en Égypte et en Libye, aux composantes révolutionnaires proches des Frères musulmans. Elle ne visait pas primordialement en soi, même si elle y contribuait de facto, à affaiblir l'arc d'influence de l'Iran qui passe par Bagdad, Damas et Beyrouth. Cet objectif était bien cependant le catalyseur essentiel de l'engagement de l'Arabie saoudite, obsédée par « l'hydre » iranienne, derrière un phénomène révolutionnaire qu'elle s'efforçait pourtant de contrer partout ailleurs. L'engagement des EAU en Syrie, même s'il partageait l'objectif de l'Arabie saoudite, est cependant resté en retrait, très tempéré par la rapide prépondérance des mouvances rebelles accointées à l'islam politique auquel Abou Dhabi, à la différence de Riyad, voue une hostilité encore plus grande qu'à l'égard de l'Iran.

La guerre au Yémen est un autre révélateur des divergences d'appréciation de la menace iranienne. Les EAU sont les plus engagés aux côtés de l'Arabie saoudite dans la coalition militaire lancée par Riyad en 2015, pour contrer la rébellion d'un mouvement tribal politico-religieux zaydite (branche du chiisme différente de celle de l'Iran), que ces monarchies voient liée intrinsèquement à l'Iran, alors qu'il n'en est pas à l'origine. Quant à lui, Oman, pas plus en Syrie qu'au Yémen, ne prend part à une quelconque opération hostile à l'Iran, de surcroît militaire. Il se pose traditionnellement en trait-d'union politique avec l'Iran. Le Koweït, de même, joue occasionnellement un rôle de messenger intermédiaire entre le CCG et l'Iran. Le Qatar, de son côté, fait de temps en temps en Syrie le modérateur dans des négociations humanitaires de terrain entre groupes rebelles et camp de Damas.

Pas de politique étrangère commune, pas de politique de défense commune. La conséquence logique est que chacun achète ses armements sans recherche de complémentarité ou de cohérence d'ensemble, alors que toutes ces mo-



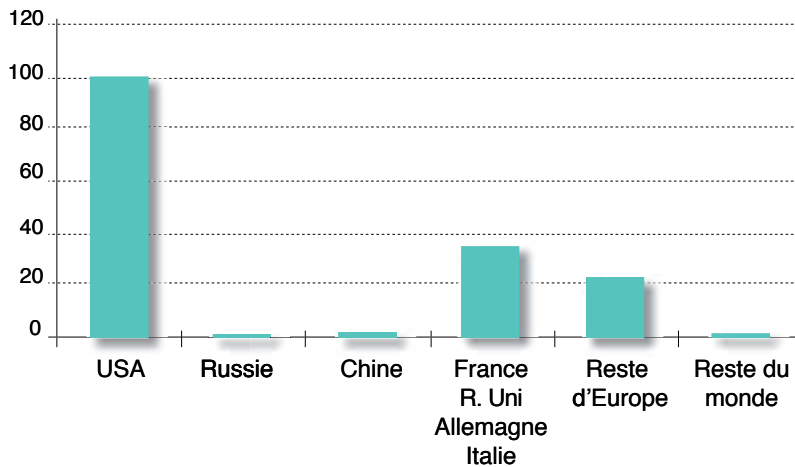
Source : SIPRI.

narchies partagent *de facto* une même communauté de destin. De même, les accords bilatéraux de défense conclus avec les États occidentaux sont-ils contractés séparément, sans plus de cohérence globale, ni entre les monarchies, ni entre leurs partenaires occidentaux, lesquels sont plutôt en concurrence entre eux dans la recherche de juteux contrats d'armement. Alors que les USA, du fait de leur puissance, ont une approche stratégique et militaire à l'échelle régionale, assortie d'un poids politique pouvant faire pression sur ces pays, il n'en est pas de même des autres États, essentiellement européens, qui leur vendent des armements. Ces derniers sont surtout à la recherche de contrats commerciaux pour soutenir leurs économies plus ou moins en difficulté. Ils doivent aussi préserver, par le plus d'exportations possibles, la pérennité de leurs industries nationales d'armement qui ne pourraient économiquement survivre avec le seul faible marché intérieur qu'offrent leurs propres armées. Demandeurs de contrats presque à tout prix et sans moyens politiques de pression, ils se retrouvent en position de faiblesse politique dans leurs négociations face aux clients saoudiens ou émiriens, dans un marché concurrentiel très dominé politiquement et qualitativement par les USA. Les producteurs européens se livrent, en outre à une concurrence totale entre eux.

Il en va parfois jusqu'à un certain degré d'asservissement volontaire de leur part aux politiques étrangères des monarchies du Golfe. Il s'agit ainsi de favoriser l'obtention de contrats, d'en « faire plus » politiquement dans ce but, sans pour autant que cela soit toujours couronné de succès. Les monarchies du Golfe en jouent, appellent aux concessions et gestes politiques en leur faveur, par exemple de la part de la France et de la Grande-Bretagne, membres du P5 au sein du Conseil de sécurité de l'ONU.

Lors des longues négociations du P5+1 sur le nucléaire iranien, la France s'est montrée la plus exigeante à l'égard de l'Iran, davantage que les USA eux-mêmes, allant jusqu'à faire retarder la signature de l'accord pour le durcir encore *in extremis*. Bien plus que d'apporter de nouvelles garanties surrogatoires par ailleurs, cette démarche très politique visait autant à satisfaire Israël que l'Arabie saoudite, en montrant que la France se préoccupait davantage de leurs craintes que les USA, à l'heure où la politique conduite par le président Obama irritait autant Riyad que Tel Aviv. De même, la France a renforcé fortement ces dernières années ses engagements de sécurité au profit de plusieurs émirats du Golfe au travers d'accords bilatéraux très contraignants pour l'armée française, si ceux-ci venaient à être attaqués. Leur objectif essentiel était de favoriser des « rétributions » par da-

Comparaison entre pays fournisseurs période 2008-2015 pour la région du Golfe, en milliards de dollars



Source : Congrès des États-Unis.

vantage de contrats commerciaux, notamment d'armements. Il en va de même pour la base militaire française permanente créée à Abou Dhabi, qui ancre sur le sol les engagements français, alors que la France n'avait nul besoin d'une telle infrastructure permanente au plan opérationnel, même pour ses opérations dans la région, y compris pour sa participation actuelle à la coalition militaire contre le groupe État islamique en Irak et en Syrie. Autre exemple, en Libye en 2011, où la France a aidé le Qatar à participer militairement aux opérations qu'elle a provoquées avec la Grande-Bretagne contre le régime de Mouammar Kadhafi. Cet émirat, ainsi que les EAU, ont mené des actions selon leurs intérêts propres qui ont contribué à fracturer le paysage politique libyen et dont les séquelles sont encore vivantes aujourd'hui. Pas plus en Libye qu'au Yémen, où les bombardements de la coalition saoudienne multiplient les victimes civiles, les fournisseurs d'armements européens, en premier lieu la France et le Royaume-Uni, n'osent faire pression sur leurs clients pour agir autrement, de peur de compromettre leurs succès commerciaux. Il n'en va pas de même des États-Unis, qui exercent leurs pressions politiques quand ils le veulent.

En plus du handicap organique de la faiblesse numérique de la ressource humaine nationale, qui touche en parti-

culier les monarchies des côtes orientales de la Péninsule, la politique intérieure de développement conduite par ces régimes a entretenu leur grande dépendance vis-à-vis d'une main d'œuvre qualifiée étrangère. Le niveau moyen de formation universitaire et technique est faible ou inadapté, que ce soit pour le secteur public ou pour le privé. Il en est de même dans le secteur de la défense, où la plupart des armées du CCG ne savent ni entretenir par elles-mêmes les très nombreux armements qu'elles achètent, ni même conduire de façon bien coordonnée des opérations interarmées et complexes, comme on le voit aujourd'hui au Yémen, faute d'un investissement suffisant dans la formation de ses techniciens et cadres, et d'une véritable volonté de le faire.

L'État qui cependant a fait le plus d'effort dans ce domaine est, sans conteste, la fédération des EAU, sous l'impulsion de longue date de Mohammed bin Zayed al Nahyan, prince héritier d'Abou Dhabi, alors même que ce pays possède numériquement l'un des plus faibles réservoirs humains du CCG. Le résultat est que les forces armées émiriennes sont devenues les plus capables de toutes celles des monarchies du Golfe, sans pourtant être les plus nombreuses, loin de là. Un autre résultat est qu'Abou Dhabi est le plus relativement avancé dans le développement d'une industrie d'armement à peu près sérieuse, même

si elle reste très largement tributaire d'apports extérieurs.

Obnubilés par leurs faiblesses intrinsèques dans un environnement instable, ayant perdu confiance dans la fiabilité de la politique américaine dans la région, tétanisés, pour certains, par une puissance iranienne qui s'extrait peu à peu de l'endiguement international qui lui a été imposé depuis la révolution islamique de 1979, les États du CCG empilent, sans fin les armements à défaut de montrer leur capacité à les utiliser par eux-mêmes de façon maîtrisée. Assis sur des arsenaux qu'ils ne parviennent pas à rendre dissuasifs, leur crédibilité en souffre, surtout celle de l'Arabie saoudite, *primus inter pares* qui tente sans réel succès d'asseoir son hégémonie aussi bien sur ses pairs de la Péninsule arabe que sur le monde sunnite.

En valeurs, l'Arabie saoudite est de très loin le premier acquéreur d'armements de la région du Golfe. Cette tendance est ancienne et est appelée à perdurer, voire même à s'amplifier comme en témoigne l'accord que vient de signer à Riyad le président américain, Donald Trump, pour la vente de 110 milliards de dollars de nouveaux armements au profit de l'Arabie saoudite, montant équivalent à lui seul au total des ventes d'armements effectuées par Washington dans la période 2008-20015. La politique de défense saoudienne ne marque en effet aucun infléchissement. Elle a même plutôt tendance à se crispier.

Les USA restent de très loin le premier fournisseur d'armements, devant la France et le Royaume-Uni qui sont les deux autres grands vendeurs dans cette région, sans oublier l'Allemagne dont la percée est davantage freinée par des considérations de politique intérieure que par l'appétence des monarchies du CCG à acheter ses produits militaires.

La baisse de la rente pétrolière liée à la baisse du prix du baril et le difficile virage économique qu'ambitionne l'Arabie saoudite, n'entraîneront pas à court terme d'évolution dans la poursuite de ce surarmement. La paradoxe est que celui-ci n'est d'aucune utilité pour combattre les groupes djihadistes terroristes, ni même pour s'opposer aux menées iraniennes, conduites essentiellement de façon asymétrique. ■